

2 Débats

La chute de l'identification partisane en Suisse

OPINION

Pouvoir compter sur un nombre élevé de sympathisant-e-s constitue une ressource cruciale pour les partis politiques. Sans adhérer formellement à un parti, il est courant que les citoyennes et citoyens déclarent se sentir proches d'un parti. Il s'agit alors pour les partis de mobiliser en priorité ces personnes-là lors des échéances électorales. Dans le cadre de la démocratie directe également, les votant-e-s ont souvent tendance à suivre le mot d'ordre de leur parti préféré. On parle en science politique d'identification partisane pour qualifier un lien affectif à un parti servant de filtre dans le traitement des informations politiques. Cependant, le nombre de personnes s'identifiant à un parti politique a fortement chuté dans de nombreuses démocraties occidentales.

Les données de l'étude électorale suisse Selects menée par le Centre de compétences suisse en sciences sociales (FORS) à Lausanne permettent de quantifier l'ampleur du changement. En analysant les enquêtes post-électorales sur la période 1971-2019 (auxquelles ont participé plus de 40 000 personnes), nous avons constaté une baisse importante de l'identification partisane en Suisse.* En 1971, plus de la moitié (52%) des personnes interrogées se déclaraient proches d'un parti. Depuis les élections de 1995, cette proportion n'a plus jamais dépassé la barre des 40% et s'est stabilisée depuis 1999 autour des 30-35% (elle était de 31% en 2019). La Suisse se place ainsi parmi le groupe de pays avec un taux faible.

La baisse de l'identification partisane est particulièrement marquée pour l'ancien Parti démocrate-chrétien, aujourd'hui Le Centre, qui a vu sa proportion de sympathisant-e-s divisée par trois entre 1971 et 2019. Le Parti socialiste a aussi connu une chute marquée avec une réduction de moitié,

ANKE
TRESCHLINE
RENNWALDLUKAS
LAUENER

La conquête des voix des personnes qui se déclarent proches d'aucun parti constitue un enjeu crucial pour les partis

suivie par les Libéraux-Radicaux (PLR). Seule l'Union démocratique du centre (UDC) a connu une augmentation de ses sympathisant-e-s depuis 1999, en parallèle à l'augmentation de sa force électorale.

Dans ce contexte, la conquête des voix des personnes qui se déclarent proches d'aucun parti constitue un enjeu crucial pour les partis. Toutefois, cela n'est pas chose aisée, car les personnes non attachées à un parti sont bien plus souvent des abstentionnistes. Seul un tiers des personnes sans identification partisane se rend en général aux urnes. Sur l'ensemble de la période étudiée, les partis non gouvernementaux ont mieux réussi à convaincre les personnes sans attaches partisans. Il en va de même de l'UDC qui obtient depuis 1999 des scores légèrement supérieurs à sa force électorale auprès des personnes ne s'identifiant à aucun parti. Alors que le PLR et Le Centre obtiennent des scores ni particulièrement bons ni particulièrement mauvais dans ce groupe, le PS est

par contre régulièrement à la peine. Depuis 1999, il réalise des scores plus faibles que son résultat d'ensemble auprès des personnes ne s'identifiant à aucun parti.

L'âge constitue un déterminant central. Etre proche d'un parti est en effet beaucoup plus courant parmi les générations plus âgées, nées avant 1965. L'attachement partisan est aussi plus répandu chez les hommes, les personnes avec une formation tertiaire, ainsi que chez les personnes avec un revenu élevé. Les catholiques ou protestants déclarent aussi plus souvent une identification partisane que les personnes sans affiliation religieuse. En termes de profil politique, les personnes favorables à l'adhésion à l'UE se sentent plus souvent proches d'un parti politique que les adversaires de l'UE. Les personnes soutenant une augmentation des dépenses sociales sont aussi plus souvent attachées à un parti.

Sous plusieurs aspects, l'UDC se situe dans une bonne position pour gagner les voix de celles et ceux qui ne s'identifient à aucun parti. En effet, plusieurs caractéristiques du profil des «non-affiliés» rappellent celui de l'électeur UDC typique: le faible niveau de formation, les revenus bas à moyens, l'opposition à l'UE et à l'Etat social. Cependant, avant les élections fédérales 2023, le nombre important de femmes et de jeunes parmi les personnes sans attaches partisans ouvre aussi un boulevard à tous les autres partis. ■

* Tresch, A., Rennwald, L. & Lauener, L. (2023). «L'évolution des identifications partisans en Suisse 1971-2019», Social Change in Switzerland, no 34, www.socialchangeswitzerland.ch

Anke Tresch est professeure à l'Unil et responsable de l'étude électorale suisse (Selects) au Centre de compétences en sciences sociales (FORS). Line Rennwald est chargée de recherche à FORS et chargée de cours à l'Unil. Lukas Lauener est collaborateur scientifique à FORS et doctorant à l'Unil.

La Suisse qui freine et la Suisse qui fonce

L'ESPRIT DE 1848

Le 1er juillet, Michel Guillaume, le journaliste du *Temps*, twittait: «En 1848, la Suisse avait accouché de la plus moderne Constitution d'Europe en 51 jours. Aujourd'hui, il faut 5 ans pour la moindre réforme!»

Il met le doigt sur un grand défi actuel. La lenteur. Bien sûr, la lenteur bernoise a un certain charme... Et les lenteurs du système bicaméral, voulu par les pères fondateurs et inspiré – on l'oublie! – du modèle américain, permettent d'intégrer les différents avis et d'assurer un haut niveau de qualité au processus législatif.

Mais voilà: le monde évolue vite... Et il n'attend pas!

La législature qui s'achève aura été une législature de crises. Elle a commencé par le Covid-19, puis ont suivi: la guerre en Ukraine, l'inflation, l'instabilité des marchés de l'énergie, la crise des matières premières, puis le risque d'un effondrement du système financier mondial évité de justesse! Excusez du peu! D'autant que les risques liés au changement climatique n'épargneront pas la Suisse.

Il est certes rassurant de voir que, lorsqu'il le faut, notre système permet de décider très vite. Ce qui l'est moins, c'est que dans ces moments-là, cela se passe hors des circuits démocratiques usuels. Il ne faudrait pas courir le risque de déconnecter la démocratie en gouvernant sans cesse dans l'urgence! Pour cela il faut mieux anticiper les risques à venir. L'admirable laboratoire Gesda créé à Genève, notamment par le DFAE et le canton, cherche à anticiper les grandes évolutions technologiques de demain, pour préparer les besoins de régulation politique.

DAMIEN COTTIER
CONSEILLER NATIONAL (PLR/NE)

C'est avant tout une culture politique qu'il faut faire évoluer

C'est indispensable. Lorsqu'on voit l'accélération de technologies comme l'intelligence artificielle, on sait que le législateur, même s'il travaille vite, est déjà en retard sur une technologie qui comporte d'immenses chances comme elle apporte de nombreux risques. La politique saura-t-elle travailler sur des technologies qui ne sont encore qu'en gestation? On peut avoir quelques doutes, à voir combien la Suisse a l'habitude d'attendre d'être au pied du mur pour réagir.

C'est avant tout une culture politique qu'il faut faire évoluer. Notre pays est souvent prisonnier d'une alliance contre nature de conservatismes de gauche et de droite qui rejettent les réformes nécessaires. C'est le cas de la politique européenne bloquée par l'alliance des extrêmes: à ma gauche ceux qui veulent tout, ce qui n'est pas possible, à ma droite ceux qui ne veulent rien, ce qui n'est pas raisonnable.

C'est flagrant dans le domaine des assurances sociales, qui font face à des défis financiers gigantesques. Alors que nous

vivons plus longtemps en bonne santé, que la natalité est faible et qu'on entre dans une crise de main-d'œuvre... on peine à trouver des majorités pour assouplir le départ à la retraite, favoriser l'emploi des seniors (réforme LPP), celui des femmes (imposition individuelle) ou assouplir le droit du travail!

Il en va de même pour l'énergie. La Suisse a un besoin massif de production indigène. De préférable propre. Pourtant il n'y a pas un type d'énergie qui trouve grâce aux yeux de certains. Il faut plus de vingt ans pour installer une éolienne (même lorsque le peuple a voté oui, comme à Neuchâtel à 66% en... 2014!). La Suisse compte à peine plus de 40 éoliennes. Il y en a 1300 en Autriche, 2000 au sud de l'Allemagne ou 400 en Bourgogne-Franche-Comté! Et ceux-là mêmes qui parlent toujours de renouvelable... s'opposent ensuite à de tels projets, appuyés par les conservateurs qui ne veulent rien changer. Il en va de même avec le solaire alpin, qui rencontre de fortes résistances, de la géothermie, objet même de controverses violentes hélas, ou de l'avenir du nucléaire, énergie pourtant bien placée sous l'angle de la protection du climat, mais devenue tabou en Suisse.

Les fondateurs de 1848 qui inaugurèrent une Suisse libérale et moderne, un pays qui a trouvé la voie de la prospérité grâce à l'innovation, s'inquiéteraient sûrement de voir une Suisse bloquée par l'addition des conservatismes. Les élections de cet automne seront une bonne occasion pour celles et ceux qui souhaitent appuyer sur l'accélérateur plutôt que sur le frein! ■

Chaque mardi, Le Temps donne tour à tour la parole à six politiciens romands de différents partis et cantons

Un regard sur l'action diplomatique de Pierre Graber

INCIDENCES

FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

En Suisse, on ne cultive guère la mémoire des grands hommes d'Etat. Pas de bibliothèque à leur nom, de monuments ou d'instituts rappelant l'action individuelle des membres du Conseil fédéral disparus. Il y a 20 ans, l'un d'entre eux, Pierre Graber, dont l'action politique a traversé le XXe siècle, s'est éteint à Lausanne, le 19 juillet 2003, dans sa 95e année. Il fut chef du Département politique fédéral de 1969 à 1978. Son nom est gravé sur une façade du Palais de l'Europe à Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe, dont il posa la première pierre le 15 mai 1972 en sa qualité de président du Comité des ministres.

En 1982, soulignant la cohérence et la continuité qui ont marqué la diplomatie suisse depuis la fin de la guerre, la Fondation pour Genève a rendu un hommage collectif aux quatre personnalités qui ont dirigé la politique extérieure de la Suisse depuis 1945, soit Max Petitpierre, Friedrich Traugott Wahlen, Willy Spühler et Pierre Graber. Chacun a apporté sa pierre à l'édifice en s'inspirant des grands principes qui ont défini la position de la Suisse dans le monde de l'après-guerre. Mais chacun a su adapter le cours de sa politique étrangère aux réalités et aux exigences de son temps. Pierre Graber a imprimé sa marque dans trois domaines en particulier: la politique de sécurité, la politique européenne et la coopération au développement, tout en poursuivant la politique d'ouverture et de lent rapprochement vers l'ONU de son prédécesseur.

Sa décision d'engager la Suisse dans la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en 1972 a suscité des oppositions au sein même de son département: participer à ce projet d'origine soviétique, c'était, pour certains ambassadeurs, accepter la mainmise de Moscou sur l'Europe de l'Est et contrevenir à la neutralité (déjà...). Mais pour le ministre, il était impensable que la Suisse se tienne à l'écart d'une conférence destinée à assurer la sécurité et la paix du continent européen. Elle mènerait une politique active en compagnie des autres pays neutres et non-alignés, défendrait les droits de l'homme, notamment la liberté de la presse, et ouvrirait des pistes pour la coopération économique. Elle fit reconnaître le droit d'un Etat à la neutralité. «L'histoire retiendra que Pierre Graber, président de la Confédération, fut le signataire suisse de l'Acte d'Helsinki le 1er août 1975», déclara M. Yves Christen, président du Conseil national, dans son éloge funèbre. En matière de sécurité, il a piloté la ratification du Traité de non-prolifération peu avant de quitter ses fonctions. Coresponsable de l'accord de libre-échange avec les Communautés européennes de 1972, il s'est beaucoup investi dans le dossier européen et souhaitait alerter l'opinion publique sur les enjeux qu'il percevait dans les relations entre la Suisse et les Communautés européennes. En 1976, il créa le Corps suisse d'aide humanitaire et dota la coopération au développement, prioritaire à ses yeux, d'un cadre législatif. Pratiquant une diplomatie d'ouverture, il organisa au Caire la première conférence des ambassadeurs de Suisse dans la région et rencontra le président Anouar el-Sadate, signalant l'importance qu'il attribuait au monde arabe. Vice-président du Conseil fédéral, il s'entretint avec Deng Xiaoping lors d'un voyage en Chine en août 1974. Il multiplia les voyages en Europe. En 1975, il avait rappelé l'ambassadeur de Suisse à Madrid pour protester contre l'exécution de leaders syndicalistes par le régime franquiste. Critiqué par la droite, ce geste prescient a facilité les relations avec le gouvernement espagnol de la transition démocratique, y compris dans le domaine économique. En 1977, Pierre Graber fut reçu avec une grande cordialité par le roi Juan Carlos.

En 2016, une campagne de désinformation a attenté à sa réputation en essayant de l'impliquer dans un complot qu'il aurait ourdi en secret avec l'OLP palestinienne pour préserver la Suisse de tout futur acte terroriste: un groupe d'historiens a depuis réduit à néant ces allégations infondées qui ont encore malheureusement cours dans certains milieux mal informés. Sa mémoire et son image restent intactes et son action diplomatique en regard de l'Histoire ne prend que plus de relief avec l'écoulement du temps. ■

«LE TEMPS»
PRÉCISEPhilippe Lugrin
et la Ligue
vaudoise

A la suite de la publication de l'article «Un pavé à la mémoire d'Arthur Bloch, pour l'exemple» (LT du 16.06.2023), la Ligue vaudoise nous fait savoir que Philippe Lugrin n'était plus membre de cette même Ligue au moment de l'assassinat d'Arthur Bloch, à savoir en 1942.